

**OBJET : NOUVELLES REGLES APPLICABLES CONFORMEMENT A LA NOUVELLE
REFORME DE L'INSTRUCTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE M14.**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

L'ordonnance n°2005-1027 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales a été adopté le 26 août 2005. Les modifications introduites par cette réforme de la M14 sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2006. Parmi ces modifications certaines nécessitent que le Conseil Municipal se prononce sur les règles de mise en œuvre qu'il souhaite retenir.

Les modifications en question correspondent d'une part à la nouvelle imputation des subventions d'équipement à verser, lesquelles sont désormais inscrites en section d'investissement et qui seront amorties, d'autre part à la mise en place du nouveau régime de provisions.

1- S'agissant des subventions d'équipement à verser par la commune, elles seront désormais comptabilisées en immobilisations incorporelles (section d'investissement – compte 204) et de fait amorties (comptes 6811 et 2804). Cette disposition entraîne l'abandon de la procédure définie par le Conseil Municipal par délibération du 6 novembre 1997.

Compte tenu de l'importance des sommes concernées, il vous est proposé d'adopter le principe d'une durée d'amortissement :

- de 5 ans pour toutes les subventions d'équipement versées à des personnes de droit privé.
- De 15 ans pour toutes les subventions d'équipement versées à des organismes publics.

Les durées sont les durées maximales réglementairement prévues.

2- S'agissant des provisions, la refonte du système repose sur une approche plus réaliste du risque et met en place un régime basé sur une identification concrète et précise du risque. Elle laisse le choix aux collectivités entre un système de provisions semi-budgétaire (qui est de droit commun) et un système de provisions budgétaires à l'identique du dispositif appliqué jusqu'ici conformément aux dispositions de la M14. Cette option doit être matérialisée par une délibération.

Il vous est proposé de poursuivre l'application du régime des provisions budgétaires existant dans la mesure où il offre une plus grande souplesse.

En effet, la budgétisation permet l'année considérée, d'utiliser la ressource liée aux provisions de financement des dépenses d'investissement comme de l'autofinancement au lieu et place de l'emprunt. Elle autorise la collectivité à ne mobiliser réellement cette recette d'emprunt qu'à l'occasion de la reprise de la provision.

Je vous demande d'approuver cette proposition.

- DELIBERE -

A LA MAJORITE des membres présents

APPROUVE les modifications proposées dans le cadre de la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET